

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Lyon, le 06/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### UNIVAR SOLUTIONS

Rue Jacquard - ZI Lyon Nord  
69730 Genay

Références : -  
Code AIOT : 0006103995

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement UNIVAR SOLUTIONS implanté Rue Jacquard Zone industrielle 69730 Genay. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIVAR SOLUTIONS
- Rue Jacquard Zone industrielle 69730 Genay
- Code AIOT : 0006103995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement UNIVAR Solutions de Genay entrepose et conditionne des produits chimiques

dans des emballages adaptés. Il est constitué de trois secteurs : celui dédié aux matières dites « minérales », constituées d'acides et de bases de commodité, celui relatif à l'entreposage de produits emballés dits « de spécialité », et celui, plus récent, dédié aux matières dites « organiques ». L'établissement abrite également une partie des activités commerciales du groupe.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a défini et contractualisé sa stratégie pour les prélèvements environnementaux. Il doit apporter des précisions sur les milieux retenus pour les mesures de chaque paramètre retenu. Il doit fournir dans le cadre de la mise à jour de son étude de dangers la liste exhaustive et hiérarchisée des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La version actuelle du POI est datée de décembre 2024.  Selon l'exploitant, des mises à jour sont réalisées au fur et à mesure des modifications du site et des évolutions réglementaires.  Il indique que sa procédure de gestion des changements demande de vérifier si une mise à jour du POI est nécessaire. Des améliorations peuvent également être apportées suite aux exercices POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis environ 4 ans, l'exploitant indique se fixer un objectif de 2 exercices POI par an :  - 1 exercice interne ;  - 1 exercice plus important avec le SDMIS.  Pour 2025, les 2 exercices sont prévus en fin d'année (le 12 novembre avec le SDMIS) du fait des vacances de poste QHSE.  L'exploitant conserve les comptes-rendus des exercices ainsi que la liste des actions correctives à réaliser qu'il s'engage à réaliser avant l'exercice suivant.  Il présente notamment l'exercice PPI de décembre 2024 pour lequel la partie POI a également été jouée par l'exploitant. Les actions correctives identifiées (mise en place d'une cellule de crise secondaire et mise à disposition de masques de fuite pour le personnel des bureaux) restent à clôturer.  Il présente également l'exercice de juin 2024 qui a entraîné la modification de la procédure relative à la conduite à tenir en cas de déversement accidentel d'acide sulfurique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p>

<p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La stratégie de prélèvement du site a été réalisée par SOCOTEC (rapport du 17/07/2023). La liste des substances à rechercher a été établie en ciblant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les produits de décomposition émis en cas d'incendie (en s'appuyant sur les guides Afilog et oméga 16 de l'Inéris) ;</li> <li>- les substances toxiques pouvant se disperser en cas de fuite : le chlore ici (l'ammoniaque, bien que prévu dans l'APA du site n'est actuellement plus stocké, en cas de réutilisation sur site, la stratégie de prélèvement devra être mise à jour) ;</li> <li>- les substances considérées comme générant des inconvénients forts sur de grandes distances (annexe de l'avis de la DGPR du 1er décembre 2022).</li> </ul> <p>La justification des milieux dans lesquels les substances sont à rechercher pourrait être améliorée. L'exploitant indique qu'il a été établi que les premiers prélèvements seraient réalisés dans l'air et qu'en fonction des résultats, des prélèvements complémentaires dans les milieux autres que l'air (eau, sol, etc.) pourraient être réalisés.</p> <p>Pour plus de clarté, l'exploitant propose, d'ici mars 2026, à l'occasion du renouvellement du contrat triennal et de la mise à jour de la stratégie de contrôle avec l'organisme accrédité sur l'ensemble de ses sites en France, de faire préciser dans le rapport de stratégie, les conditions de déclenchement des contrôles supplémentaires dans les milieux autres que l'air.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, à l'occasion du renouvellement de son contrat, de faire préciser dans le rapport de stratégie les conditions de déclenchement des contrôles dans les milieux autres que l'air.</p> <p>Il est également demandé de faire apparaître clairement quel paramètre est associé à quelle(s) matrice(s).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le document relatif à la stratégie de l'exploitant, les méthodes de prélèvement et d'analyse sont listées, ainsi que le timing (pendant l'accident ou à plus long terme), la durée et les points de prélèvements.</p> <p>Les équipements de prélèvement sont fournis par le prestataire SOCOTEC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Personnels compétents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise à disposition d'intervenants formés et expérimentés en matière d'interventions post accidentelles (et de prélèvements dans les différentes matrices) par le prestataire est prévue dans le contrat liant l'exploitant à SOCOTEC signé le 24/03/24.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers, dont la dernière version date d'octobre 2014, est en cours de mise à jour. La version de 2014 comporte un point sur les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie : 9.3.2 Démarche d'évaluation des effets toxiques des fumées en cas d'incendie. Seules les substances génériques généralement émises en cas d'incendie sont évoquées, l'EDD ne comporte pas de liste exhaustive des substances.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection la liste exhaustive des produits de décomposition des fumées susceptibles d'être émis en cas d'incendie, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Cette liste doit figurer dans la prochaine version de l'étude de dangers en cours de rédaction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois